

Algérie-Maroc : la rupture est consommée

Auteur



Khadija Mohsen-Finan

Politologue, enseignant-chercheur, spécialiste du Maghreb & du Monde Arabe, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les tensions entre les deux grands États du Maghreb, qui se sont [nettement envenimées ces dernières semaines](#), si bien que certains observateurs redoutent que le conflit actuel [dégénère en guerre ouverte](#), ne datent pas d'hier.

En réalité, elles remontent à la fin de la guerre d'indépendance algérienne. La question des frontières [dessinées par le colonisateur](#), qui avantagent l'Algérie au détriment des autres pays de la région, suscite un profond différend entre Rabat et Alger, qui connaîtra de multiples rebondissements, sous des formes diverses et avec un abcès de fixation récurrent au [Sahara occidental](#). Un retour historique s'impose pour comprendre les données de la dégradation à laquelle on assiste en ce moment.

Un conflit ancien



Sahara occidental d'après la carte du World Factbook de la CIA. Wikipedia

Lorsque le Maroc devient [protectorat français en 1912](#), l'administration française délimite les deux territoires algérien et marocain. Mais le tracé est très peu précis et varie d'une carte à l'autre.

Pour la France, il ne s'agit pas à proprement parler de frontières, la zone qui va de [Colomb-Béchar à Tindouf](#) et correspond à l'Ouest algérien étant inhabitée.

Aidez-nous à mettre l'intelligence au cœur du débat.

Le regard sur ce territoire allait fondamentalement changer à partir de 1952, date à laquelle la France y [découvre un gisement de pétrole et des minerais \(fer et manganèse\)](#). Ces terres sont alors intégrées à l'Algérie. Pour la France, il s'agit de les inclure dans son territoire sur le long terme, [l'Algérie étant française](#) alors que le Maroc n'est qu'un protectorat appelé à s'affranchir de la tutelle de Paris.

Mais dès son indépendance, en 1956, le Maroc [revendique ce territoire](#), affirmant qu'il fait partie du Maroc historique.

La France répond à cette demande en proposant à Rabat un marché : cette bande Ouest de l'Algérie pourrait être restituée au Maroc en contrepartie de la mise en place d'une « [Organisation commune des régions sahariennes](#) » (OCRS), qui serait chargée d'exploiter les gisements miniers du Sahara algérien, au bénéfice commun du Maroc et de la France.

L'offre de Paris est assortie d'une demande : celle de ne pas abriter d'insurgés algériens. Rabat rejette cette proposition, préférant discuter directement avec les Algériens.

En juillet 1961, [Hassan II](#), qui vient d'accéder au trône, reçoit à Rabat [Farhat Abbès](#), le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne. [Une convention est signée](#) au terme de la rencontre, et une commission algéro-marocaine est créée pour régler cette question du Sahara algérien « dans un esprit de fraternité et d'unité maghrébines ».

Selon l'accord, une fois l'indépendance de l'Algérie acquise, le statut de la zone serait renégocié. Mais à l'indépendance de l'Algérie, et avant même que l'accord de Rabat ait pu être ratifié, une coalition menée par Ahmed Ben Bella et soutenue par l'Armée de libération nationale (ALN) [évince Farhat Abbas du gouvernement](#). La nouvelle équipe au pouvoir à Alger refuse de rétrocéder au Maroc un territoire « libéré avec le sang de tant de martyrs ».

Hassan II se sent trahi par la nouvelle classe politique algérienne, et [l'Istiqlal](#), le parti marocain qui porte la question nationale et en devient le phare, se dit indigné par l'« ingratitude » des Algériens. Le Maroc historique auquel se réfèrent les acteurs politiques marocains allait être matérialisé par une carte du « [Grand Maroc](#) » que l'Istiqlal fait dessiner et publier dans son hebdomadaire *Al-Alam* en mars 1963.

Selon cette carte, les frontières du pays se définissent en fonction des allégeances qui ont été faites aux sultans du Maroc à travers les âges. Le Grand Maroc comprendrait un bon tiers du Sahara algérien, le Sahara occidental colonisé par l'Espagne (1884-1976), la Mauritanie et une partie du Mali.

Entre « territoire acquis par le sang des martyrs » et « droit historique », deux conceptions du droit et de l'histoire allaient donc s'affronter, donnant lieu, en septembre 1963, au déclenchement d'un conflit armé : la [Guerre des sables](#).

Ayant pour théâtre la région de Tindouf, ce conflit oppose le Maroc à une Algérie fraîchement indépendante et aidée par l'Égypte et Cuba. Les combats, dont le bilan humain est encore controversé, cessent en février 1964, quand l'Organisation de l'unité africaine ([OUA](#) – l'ancêtre de l'Union africaine) obtient un cessez-le-feu qui laisse la frontière inchangée : la zone contestée demeure algérienne.

Mais le contentieux entre les deux États allait se prolonger, se nourrissant de l'irrédentisme marocain autour de la question du « Grand Maroc » et du refus de l'Algérie indépendante de reconsidérer les frontières héritées de l'ère coloniale. Un différend dont l'intensité ne peut se comprendre qu'à l'aune de la sourde rivalité pour le leadership régional qui oppose les deux pays.

Le conflit du Sahara occidental : abcès de fixation des tensions entre les deux pays

À partir de 1975, l'appui apporté par l'Algérie au Front Polisario, ce mouvement indépendantiste mis en place en 1973 et qui revendique le Sahara occidental au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, viendra nourrir la tension désormais permanente entre Alger et Rabat. En effet, le Maroc revendique cette ancienne colonie espagnole et s'engage donc dans une lutte durable contre le Front Polisario. Pour l'Algérie, qui s'abrite derrière le [droit des peuples à l'autodétermination](#), un conflit de basse intensité a l'avantage d'affaiblir le Maroc. Les deux pays allaient donc s'affronter par Front Polisario interposé.

Deux conflits s'additionnent et se superposent : l'opposition territoriale entre l'Algérie et le Maroc, d'une part, et le conflit de décolonisation entre Sahraouis et Marocains, qui n'aurait pu se prolonger pendant près d'un demi-siècle si le contentieux algéro-marocain n'avait pas lourdement pesé sur son déroulement.

En accueillant les réfugiés sahraouis à Tindouf, symboliquement, après l'installation du Maroc sur ce territoire, en mettant sa diplomatie au profit du Front Polisario et en l'armant, l'Algérie donnait un autre aspect à [ce dernier conflit de décolonisation d'Afrique](#).

L'imbrication des deux conflits, entre Algérie et Maroc d'abord, entre Sahraouis et Marocains ensuite, pèse lourdement sur l'attitude des acteurs. Chacun des deux camps souhaite une victoire totale sur l'adversaire, au point que toute négociation devient impossible. L'impuissance des Nations unies, en charge du règlement de ce conflit saharien [depuis 1991](#) est sans doute à lire à travers ce prisme.

L'implication de l'Algérie dans le dossier saharien provoque une rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc entre 1976 et 1988. Pour autant, la reprise des relations ne contribue pas à dissiper la conflictualité.

En 1994, Driss Basri, ministre marocain de l'Intérieur, a laissé entendre que les services secrets algériens pouvaient avoir commandité [l'attentat terroriste](#) qui s'est produit dans un hôtel de Marrakech, faisant deux victimes espagnoles. Il instaure des visas et organise une campagne d'expulsion d'Algériens résidant au Maroc sans carte de séjour. La riposte d'Alger est immédiate : la fermeture de la frontière terrestre.

Abdelaziz Bouteflika, président de l'Algérie à partir de 1999, a tenté de rompre cette spirale de tensions et de ruptures, sans succès. Il s'est heurté à la l'intransigeance de l'état-major de l'armée algérienne qui gère le dossier des frontières, la relation avec le Maroc et bien plus encore, tant l'armée est [impliquée dans la vie politique algérienne](#).

La brouille aura des effets majeurs sur les échanges commerciaux et culturels [entre les deux pays](#).

La coopération est quasi inexistante, exception faite du [gazoduc qui relie l'Algérie à l'Europe](#) en passant par le Maroc. Le différend bloque toute interaction au niveau horizontal et rend impossible l'intégration de la région, c'est-à-dire la mise en place de [l'Union du Maghreb arabe \(UMA\)](#), qui a pourtant été signée en 1989. Le conflit du Sahara occidental s'en est trouvé gelé, la coopération entre les pays quasi nulle et l'UMA une véritable [coquille vide](#).

L'axe Washington/Tel-Aviv/Rabat rebat les cartes

[L'accord du 22 décembre 2020](#) passé entre le Maroc et les États-Unis, qui stipule que Rabat normalise ses relations avec Israël en contrepartie de la reconnaissance par Washington de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental a créé un déséquilibre dans le rapport des forces entre l'Algérie et le Maroc.

Pour Alger, un Maroc appuyé par Israël ne pouvait être que plus puissant, d'autant que le pays a donné de lui-même l'image d'un partenaire incontournable pour les États occidentaux, notamment [dans la lutte contre le djihadisme](#), ou en matière de [contrôle de l'immigration](#) venue des pays subsahariens.

Un an après la [déclaration de Donald Trump](#), l'administration Biden a d'une certaine manière confirmé cette reconnaissance, même si le chef de la diplomatie américaine a exprimé son désir de respecter le droit international. Les Algériens, qui continuent d'appuyer inconditionnellement le Front Polisario, savent que c'est une question de temps et que, tôt ou tard, le Maroc verra sa souveraineté sur ce territoire être reconnue par l'ONU, au mépris d'un processus de résolution du conflit saharien confié à la même organisation depuis 1991. Le silence éloquent de l'Union européenne sur ce dossier les conforte dans leur conviction.

L'année 2021 a été émaillée de vexations et de provocations qui sont allées crescendo jusqu'à l'été passé. La tension devient très vive en juillet dernier, suite aux révélations selon lesquelles le Maroc aurait eu [recours au logiciel israélien Pegasus](#), commercialisé par [l'entreprise israélienne NSO](#), pour espionner « des responsables et des citoyens algériens ». L'enquête a révélé que des milliers de numéros de téléphone algériens ont été ciblés, dont certains appartenant à de hauts responsables politiques et à des militaires.

La tension monte d'un cran lorsque, au cours d'une réunion des Non Alignés à New York (13 et 14 juillet) Omar Hilale, l'ambassadeur du Maroc à l'ONU a distribué une note stipulant que [« le vaillant peuple de Kabylie mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination »](#).

Un mois plus tard, c'est [Yaïr Lapid](#), le ministre israélien des Affaires étrangères, en visite à Rabat, qui [déclarait](#), en présence de son homologue marocain [Nasser Bourita](#), qu'il était « inquiet du rôle joué par l'Algérie dans la région, du rapprochement d'Alger avec l'Iran et de la campagne menée par Alger contre l'admission d'Israël en tant que membre observateur de l'UA ».

La riposte algérienne

Le 24 août, l'Algérie annonce la [rupture de ses relations diplomatiques](#) avec le Maroc. Le haut conseil de sécurité algérien, présidé par le chef de l'État Abdelmajid Tebboune, [ferme l'espace aérien du pays](#) à tout appareil civil ou militaire immatriculé au Maroc.

Évidemment, la frontière étant fermée depuis 1994, l'impact de cette rupture des relations est politique. Elle met néanmoins un terme au seul cas de coopération entre les deux pays : le fameux [gazoduc Maghreb Europe \(GME\)](#).

Le gaz est, ici comme ailleurs, utilisé comme un moyen de pression. Le contrat qui liait les deux pays pour alimenter le Maroc en gaz et pour le transit a été [interrompu le 31 octobre](#).

Difficile de croire le Maroc qui affirme, par un communiqué de l'Office national de l'électricité et de l'eau ([ONEE](#)), que l'impact de cette décision sur le système électrique marocain est « insignifiant », le pays ayant pris ses dispositions.

Car, depuis 1996, le Maroc est un pays de transit pour le gaz algérien exporté en Espagne et au Portugal. 10 milliards de mètres cubes sont ainsi transportés chaque année et le Maroc perçoit des droits de péage en gaz et le reste de sa consommation est facturé à des tarifs très avantageux.

La réponse marocaine s'inscrit dans le prolongement du conflit, puisque l'ONEE affirme que même si les deux centrales électriques qui fonctionnent grâce au gaz algérien venaient à s'arrêter, le consommateur marocain ne s'en rendrait pas compte car, pour compenser la perte, le Maroc dispose de plusieurs options : les alimenter en charbon, en produits pétroliers ou bien importer plus d'électricité.

Le premier ministre [Aziz Akhannouch](#) est en [négociation avec Madrid](#) au sujet du renvoi du gaz algérien à partir de l'Espagne. Ce dernier pays serait quant à lui toujours alimenté par l'Algérie par voie sous-marine, à travers le gazoduc Medgaz.

Toutefois, ce pipeline est aujourd'hui au maximum de sa capacité, 8 milliards de mètres cubes y transitant chaque année. Pour compenser la différence, il faudrait élargir le pipeline, ou transporter le gaz liquéfié par méthaniers. Autant de moyens qui impliquent un coût qui ne peut que se répercuter sur le consommateur, qu'il soit espagnol ou marocain.

L'énergie est donc la dernière arme qu'a choisi d'utiliser l'Algérie dans sa guerre sans fin contre le Maroc. Mais les armes conventionnelles pourraient aussi parler, les deux pays étant les plus grands [acheteurs d'armes](#) en Afrique après l'Égypte...